

CONGRÈS NATIONAL DES ÉLUS AU NUMÉRIQUE

Les propositions 2025

NOS AMBITIONS

C'est avec et par les élus que l'Association Villes Internet accompagne et construit l'accompagnement des collectivités : pour que le numérique soit accessible à tous, responsable face aux enjeux climatiques, protégé des risques de cybermalveillance, piloté pour répondre aux enjeux de services publics.

Nos ambitions sont de faire vivre nos engagements pour donner aux enjeux du numérique la place qu'ils méritent : pour un numérique plus citoyen, tout au long de la vie.

LES ENGAGEMENTS



Garantir l'égalité d'accès au numérique

#ENGAGEMENT

Garantir et simplifier l'accès aux services publics, pérenniser les structures de médiation des usages numériques et connecter l'ensemble du territoire national.

#ÉLUS ASSOCIÉS



Carole Déjean-Simoni

Vice-présidente de Villes Internet, adjointe au maire d'Agen (47) au défi numérique et au système d'informations

Avec Mathieu Filmotte, conseiller municipal délégué au développement numérique à Hérisson (59)



Accompagner la stratégie numérique face à l'urgence climatique

#ENGAGEMENT

Accélérer la mise en œuvre par les collectivités de leur stratégie numérique responsable, sensibiliser les citoyens, lutter contre les obsolescences et généraliser les usages sobres du numérique.

#ÉLUS ASSOCIÉS



Fabien Benoit

Trésorier-adjoint de Villes Internet, conseiller municipal délégué de Charenton-le-Pont (94)

Avec Marc Lecerf, trésorier de Villes Internet et maire de Fleury-sur-Orne (14) et Pascal Hureau, adjoint au numérique à Montrouge (92)



Piloter les services numériques avec les collectivités locales

#ENGAGEMENT

Développer et promouvoir des outils d'aide à la décision, accompagner les démarches de mise en commun des collectivités, prendre en compte l'impact du numérique sur les budgets des collectivités.

#ÉLUS ASSOCIÉS



Mathieu Vidal

Président de Villes Internet, maître de conférences en géographie à l'INU Champollion, adjoint au maire d'Albi (81)

Avec Claude Morin, vice-président de Villes Internet et maire de Nouans (72), Patrick Trinquier, adjoint au maire de Chevreuse (78) et Serge Rocchi, administrateur de Villes Internet et conseiller municipal de Rueil-Malmaison (78)



Prévenir et réduire durablement les risques numériques

#ENGAGEMENT

Accompagner les collectivités sur la question des risques cyber et des responsabilités, la maîtrise de leurs données et la régulation des opportunités de l'intelligence artificielle.

#ÉLUS ASSOCIÉS



Serge Rocchi

Administrateur de Villes Internet, conseiller municipal de Rueil-Malmaison (78)

Avec Emmanuel Allard, Secrétaire de Villes Internet et maire d'Allonne (79) et Loïc Damiani, adjoint au maire de Fontenay-sous-Bois (94)

LES PROPOSITIONS DU 6E CONGRÈS NATIONAL DES ÉLUS AU NUMÉRIQUE

Les ateliers organisés pendant le Congrès ont permis aux élus et collaborateurs de partager leurs expériences et projets locaux, tout en échangeant sur les enjeux nationaux avec une vision prospective. Voici les quatre propositions principales retenues pour cette édition 2025.

Garantir l'égalité d'accès au numérique

Atelier « l'inclusion numérique au cœur de ma collectivité : élus, agents et collaborateurs »

La dématérialisation des services publics et la place du numérique dans le quotidien des français entraînent une évolution profonde de la relation à l'utilisateur, alors que 15,4 % des citoyens se trouvent en situation d'illectronisme. Les collectivités constituent un échelon essentiel des politiques d'inclusion numérique, dans un contexte où la pérennisation et la rationalisation des dispositifs reste un défi. Pour accompagner les citoyens en matière d'accès aux démarches en ligne et d'inclusion numérique, pour aborder les enjeux politiques du numérique local, il est indispensable de garantir que les élus, agents et collaborateurs disposent de la culture et des compétences numériques appropriées : au moment de leur prise de poste ou de mandat, et tout au long de la vie professionnelle ou politique.

proposition

« Créer l'obligation d'un bilan de compétences sur les enjeux et outils numériques, adapté à la prise de fonction des élus, agents et collaborateurs. Organiser en conséquence les moyens d'un parcours d'accompagnement et de formation tout au long du mandat ou de la vie professionnelle. »

Piloter les services publics numériques avec les collectivités locales

Laboratoire « Faire mieux avec moins pour tous »

Nous vivons une démultiplication des enjeux numériques et des obligations associées pour les communes, en parallèle d'un contexte budgétaire contraint et d'une transformation accélérée de l'écosystème technologique. Dans ce contexte, les collectivités locales restent l'échelon de proximité avec les citoyens pour mieux diffuser les services publics numériques. Il est donc essentiel d'accompagner le pilotage local et la mise en commun des services publics numériques.

proposition

« S'appuyer sur la co-construction avec les collectivités et leurs structures de représentation, pour rendre concrète la structuration des filières métiers et compétences. Prioriser les besoins de financement visant à pérenniser les services essentiels dans tous les territoires. Accélérer la mise en place d'un socle commun d'outils interopérables pour garantir l'égalité de tous devant le service public, tout en facilitant la performance opérationnelle et l'optimisation des comptes publics. »

Accompagner la stratégie numérique face à l'urgence climatique

Hackaton « Stratégie pour un numérique sobre »

Les usages numériques ont un poids écologique de plus en plus conséquent : empreinte environnementale, consommation d'énergie, épuisement des ressources. Il appartient aux collectivités de mieux mesurer l'impact environnemental de leurs pratiques numériques, de mobiliser avec pertinence les outils selon l'importance des usages, et d'être le relais local de l'acculturation sur ces enjeux.

Le hackathon organisé lors du Congrès a permis de faire émerger des actions concrètes pour agir en faveur d'un numérique responsable dans les territoires : optimisation des ressources énergétiques, bonnes pratiques d'éco-conception des services et de commande publique, méthodes d'évaluation de l'empreinte écologique du numérique, et acculturation des acteurs. Un "mooc" pour la fonction publique, un éco-bus itinérant pour les habitants, un indice d'empreinte du numérique pour les citoyens, la diffusion des projets inspirants par "l'arobase verte" du Label Villes Internet, ou encore des dispositifs de défis inter-collectivités font partie des nécessaires actions de sensibilisation qui pourraient être soutenues pour un déploiement dans les collectivités.

proposition

« Accompagner les collectivités pour poursuivre l'identification, la valorisation et la réplique des actions de sensibilisation à l'empreinte écologique du numérique et aux pratiques sobres de consommation et d'usages numériques. Soutenir la mise en commun des actions locales pour permettre l'essaiage des projets sur l'ensemble du territoire. »

Prévenir et réduire durablement les risques numériques

Exercice « L'attaque est là »

À l'heure de l'augmentation des risques de cyber-attaque des structures de toute taille, dont les collectivités locales, et de numérisation croissante des activités citoyennes, professionnelles et personnelles, il apparaît comme essentiel de garantir la sécurité des données et des infrastructures de services publics numériques. C'est bien évidemment une question de sécurité nationale, c'est aussi un élément indispensable à la protection de l'identité numérique du citoyen : les enjeux économiques internationaux ne doivent pas conduire à renoncer à la spécificité européenne de protection des données personnelles.

Au-delà des nouvelles obligations à destination des grandes entités, bientôt consacrées par la transposition nationale de la directive NIS 2, les élus au numérique réunis en Congrès ont convenu de l'importance d'inciter et d'accompagner les plus petites entités publiques, communes et intercommunalités, en matière de prévention durable des risques numériques. Si la sécurisation du système d'information est souvent perçue comme une question purement technique, les actions de prévention et de gestion des risques sont bien l'affaire des élus responsables et de l'ensemble des directions métiers de la collectivité : une sensibilisation globale est indispensable pour garantir la prise en compte des aspects communicationnels et juridiques.

proposition

« Intégrer la notion de "risque cyber" dans le Plan Communal de Sauvegarde (PCS et PICS), afin de consacrer les bonnes pratiques de prévention et de gestion de crise, et de généraliser la diffusion des compétences et l'accès des collectivités aux dispositifs d'accompagnement nationaux et régionaux. »